



Sécurité

Le Touquet : policiers rime avec mal-logés

À bout de ressources, Daniel Fasquelle a écrit à Emmanuel Macron pour l'alerter des conditions de travail et d'accueil des policiers du Touquet

Par Kathleen Meneghini | Publié le 15/02/2022



Pas de place dedans mais pas dehors non plus! Il n'y a, rue Charles North, pas de cour pour stationner les véhicules

Depuis l'arrivée d'une quinzaine de renforts en 2017, les locaux déjà exigus du commissariat de Police, sont carrément à saturation. 295m² dans lesquels il faut accueillir les 70 agents (même si le travail par cycle évite l'engorgement), le public (en sachant que la plupart des bureaux ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite) et les gardés à vue (seulement 2 cellules + 2 cellules de dégrisement), le tout en assurant la confidentialité de la plainte.

« Beaucoup de commissariats voisins mériteraient d'être réhabilités mais au Touquet il s'agit de la sécurité des collègues ! »

Renaud Roussel, secrétaire administratif régional Alliance

Alors, tout a été fait pour tenter de gagner quelques m², la preuve on a même déplacé le lieu de restauration dans une structure modulaire à l'extérieur pour pouvoir créer des vestiaires à destination des agents féminins. Encore insuffisant semble-t-il puisque les couloirs sont encombrés de casiers et d'armoires au détriment de la sécurité de tous. Un comble quand on sait que la Police nationale participe aux commissions de sécurité !

Ce constat n'est pas nouveau. Les syndicats s'en sont emparés depuis plusieurs années déjà, le commandant Alain Vernoy estimait dans nos colonnes en 2019 que les locaux étaient « inadaptes et indignes » et même le maire, Daniel Fasquelle, s'en inquiétait.

À plusieurs reprises l'édile a en effet écrit au ministre de l'Intérieur puis au Premier ministre pour proposer de mettre à disposition de l'État les locaux de l'ancienne gendarmerie. 779m² qui pourraient être consacrés à un nouveau commissariat, soit en réhabilitant l'existant, soit en rasant le tout et en reconstruisant à neuf.

Une alternative refusée en octobre 2019 par le Ministère de l'Intérieur au motif qu'il fallait environ 1000m². Aussi, après avoir reçu les syndicats Alliance, UNSA et Unité Police le 1er février et vérifié auprès d'eux qu'il s'agissait bien de la meilleure solution, Daniel Fasquelle vient d'écrire au président de la République afin de réitérer cette proposition. Alliance Police Nationale a de son côté, lors du dernier CHSCT 62, demandé une visite du site.